



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

## **Feuilleton et préavis**

**de l'Assemblée**

**Le mercredi 11 mai 2022 – N° 58**

*Neuf heures quarante*

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. François Paradis**

---



Partie 1  
**AFFAIRES COURANTES**

**DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS**

- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *30<sup>e</sup> anniversaire d'Amélie et Frédérick, Service d'entraide.*
- La députée de Hull sur le sujet suivant : *Souligner le 20<sup>e</sup> anniversaire de La Plume.*
- La députée de Berthier sur le sujet suivant : *30<sup>e</sup> anniversaire de la Société du réseau Économusée du Québec.*
- Le député de Marquette sur le sujet suivant : *Hommage à M. Pierre Gervais, gérant de l'équipement pendant 35 ans avec les Canadiens de Montréal.*
- Le député de Vachon sur le sujet suivant : *Semaine de la police 2022.*
- La députée de Gaspé sur le sujet suivant : *La situation des personnes âgées dans la circonscription de Gaspé.*
- La députée de Lotbinière-Frontenac sur le sujet suivant : *La députée de Lotbinière-Frontenac accueille les élus municipaux de la circonscription à l'Assemblée nationale du Québec.*
- La députée de l'Acadie sur le sujet suivant : *Souligner le travail de la Coalition Santé Laurentides.*
- Le député de Johnson sur le sujet suivant : *Hommage à M<sup>me</sup> Joanne Joannette.*
- Le député de Borduas sur le sujet suivant : *Hommage à M. Pierre Verret.*

## **DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES**

## **PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI**

<b>DÉPÔTS</b>	a)	<b>documents</b>
	b)	<b>rappports de commissions</b>
	c)	<b>pétitions</b>

## **RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

## **INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

## **QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

## **VOTES REPORTÉS**

Motion du ministre de la Santé et des Services sociaux proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 28, Loi visant à mettre fin à l'état d'urgence sanitaire.

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux, qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 11, Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre.

## **MOTIONS SANS PRÉAVIS**

## **AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

## **RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

## Partie 2

### AFFAIRES DU JOUR

### AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Débat restreint sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2023  
Rapports déposés le **10 mai 2022**

### DÉBATS D'URGENCE

### DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

### AUTRES AFFAIRES

#### I. Projets de loi du gouvernement

##### *Adoption du principe*

- 2) Projet de loi n° 18  
Loi modifiant diverses dispositions en matière de sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues  
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **8 décembre 2021**
- 3) Projet de loi n° 19  
Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **3 décembre 2021**
- 4) Projet de loi n° 27  
Loi modifiant principalement certaines lois instituant des régimes de retraite du secteur public  
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **24 mars 2022**

- 5) Projet de loi n° 28  
Loi visant à mettre fin à l'état d'urgence sanitaire  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 16 mars 2022  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations)  
déposé le 12 avril 2022  
Vote reporté le **10 mai 2022**
- 6) Projet de loi n° 30  
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et  
président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 7) Projet de loi n° 32  
Loi sur la liberté académique dans le milieu universitaire  
Présenté par la ministre de l'Enseignement supérieur le **6 avril 2022**
- 8) Projet de loi n° 34  
Loi visant à améliorer l'accès à la justice en bonifiant l'offre de services  
juridiques gratuits ou à coût modique  
Présenté par le ministre de la Justice le **12 avril 2022**

*Étude détaillée en commission*

- 9) Projet de loi n° 2  
Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et  
modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil  
Présenté par le ministre de la Justice le 21 octobre 2021  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le  
7 décembre 2021  
Principe adopté le **1<sup>er</sup> février 2022**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions
- 10) Projet de loi n° 4  
Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres  
dispositions législatives  
Présenté par le ministre des Finances le 26 octobre 2021  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le  
1<sup>er</sup> février 2022  
Principe adopté le **2 février 2022**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 11) Projet de loi n° 9  
Loi sur le protecteur national de l'élève  
Présenté par le ministre de l'Éducation le 23 novembre 2021  
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations)  
déposé le 1<sup>er</sup> février 2022  
Principe adopté le **3 février 2022**, et  
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 12) Projet de loi n° 12  
Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par  
les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à  
accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics  
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et  
présidente du Conseil du trésor le 3 février 2022  
Principe adopté le 17 février 2022, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le  
**22 mars 2022**
- 13) Projet de loi n° 23  
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de  
certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune  
et des Parcs  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et  
président du Conseil du trésor le 18 avril 2019  
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 14) Projet de loi n° 29  
Loi visant à faciliter le déroulement des prochaines élections générales au  
Québec  
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques et de la  
Réforme électorale le 23 mars 2022  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le  
6 avril 2022  
Principe adopté le **7 avril 2022**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

- 15) Projet de loi n° 35  
Loi visant à harmoniser et à moderniser les règles relatives au statut professionnel de l'artiste  
Présenté par la ministre de la Culture et des Communications le 27 avril 2022  
Principe adopté le **10 mai 2022**, et  
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 16) Projet de loi n° 39  
Loi établissant un nouveau mode de scrutin  
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020  
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

*Prise en considération de rapports de commissions*

- 17) Projet de loi n° 11  
Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 11 novembre 2021  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 8 février 2022  
Principe adopté le 10 février 2022  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux déposé le 26 avril 2022  
Vote reporté le **10 mai 2022**
- 18) Projet de loi n° 96  
Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français  
Présenté par le ministre responsable de la Langue française le 13 mai 2021  
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 21 octobre 2021  
Principe adopté le 4 novembre 2021  
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation déposé le **26 avril 2022** (amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

*Adoption*

- 19) Projet de loi n° 22  
Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions  
Présenté par le ministre des Transports le 9 février 2022  
Principe adopté le 17 février 2022  
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement adopté le **10 mai 2022**

**II. Projets de loi publics au nom des députés**

*Adoption du principe*

- 20) Projet de loi n° 190  
Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives afin de renforcer la protection de la langue française  
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 novembre 2021**
- 21) Projet de loi n° 191  
Loi encadrant la distribution d'articles publicitaires  
Présenté par la députée de Mercier le **11 novembre 2021**
- 22) Projet de loi n° 192  
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 23) Projet de loi n° 193  
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse  
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 24) Projet de loi n° 194  
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques  
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 25) Projet de loi n° 195  
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance  
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**

- 26) Projet de loi n° 196  
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d’instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l’état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d’une commotion cérébrale  
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 27) Projet de loi n° 198  
Loi facilitant la divulgation d’actes répréhensibles  
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 28) Projet de loi n° 199  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement pour instaurer un droit d’initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l’indépendance du Bureau d’audiences publiques sur l’environnement  
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 29) Projet de loi n° 390  
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d’augmenter le loyer d’un bail de logement  
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 novembre 2021**
- 30) Projet de loi n° 392  
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 31) Projet de loi n° 393  
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 32) Projet de loi n° 394  
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d’enseignement dispensant des services de l’éducation préscolaire, d’enseignement au primaire ou d’enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes  
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 octobre 2021**
- 33) Projet de loi n° 395  
Loi instituant le Fonds de transition juste  
Présenté par le député de Jonquière le **28 octobre 2021**

- 34) Projet de loi n° 396  
Loi pour une meilleure qualité de l'air  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 octobre 2021**
- 35) Projet de loi n° 397  
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal  
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 36) Projet de loi n° 398  
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**
- 37) Projet de loi n° 399  
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès  
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 38) Projet de loi n° 490  
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 39) Projet de loi n° 491  
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire  
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **12 novembre 2020**
- 40) Projet de loi n° 493  
Loi sur l'interculturalisme  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 41) Projet de loi n° 494  
Loi interdisant les activités d'exploration et de production d'hydrocarbures  
Présenté par le député de Jonquière le **2 décembre 2021**
- 42) Projet de loi n° 495  
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine  
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**

- 43) Projet de loi n° 496  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 44) Projet de loi n° 497  
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés  
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 45) Projet de loi n° 499  
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans le processus budgétaire  
Présenté par la députée de Mercier le **24 février 2022**
- 46) Projet de loi n° 590  
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec  
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 47) Projet de loi n° 591  
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle  
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 48) Projet de loi n° 592  
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin d'accroître la présence du drapeau du Québec  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **11 juin 2021**
- 49) Projet de loi n° 593  
Loi modifiant l'âge requis pour posséder la qualité d'électeur  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **10 juin 2021**
- 50) Projet de loi n° 594  
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux  
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**

- 51) Projet de loi n° 595  
Loi créant le registre des loyers  
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 52) Projet de loi n° 596  
Loi instituant Pharma-Québec  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 53) Projet de loi n° 597  
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale  
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**
- 54) Projet de loi n° 598  
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 55) Projet de loi n° 599  
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre  
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 56) Projet de loi n° 690  
Loi promouvant les investissements socialement responsables  
Présenté par le député de René-Lévesque le **9 décembre 2021**
- 57) Projet de loi n° 691  
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec  
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 58) Projet de loi n° 692  
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent  
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**
- 59) Projet de loi n° 693  
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**

- 60) Projet de loi n° 694  
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'un emploi supérieur  
Présenté par le député de René-Lévesque le **10 juin 2021**
- 61) Projet de loi n° 695  
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable  
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**
- 62) Projet de loi n° 696  
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par Arthabaska-L'Érable  
Présenté par le député d'Arthabaska le **7 décembre 2021**
- 63) Projet de loi n° 697  
Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte  
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**
- 64) Projet de loi n° 698  
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés des restaurateurs  
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**
- 65) Projet de loi n° 699  
Loi favorisant l'intégration des personnes immigrantes en prévoyant l'organisation de cérémonies d'accueil pour les nouveaux arrivants  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **1<sup>er</sup> avril 2021**
- 66) Projet de loi n° 790  
Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction afin d'équilibrer les rapports de force  
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **15 avril 2021**
- 67) Projet de loi n° 791  
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur  
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **30 septembre 2021**

- 68) Projet de loi n° 792  
Loi renforçant la transparence des conseils municipaux  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **14 avril 2021**
- 69) Projet de loi n° 794  
Loi modifiant la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec afin de favoriser la production et la circulation des informations statistiques  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **21 avril 2021**
- 70) Projet de loi n° 795  
Loi visant à faciliter l'accès du vérificateur général aux documents et aux renseignements nécessaires à l'exercice de ses attributions  
Présenté par le député de Rosemont le **14 avril 2022**
- 71) Projet de loi n° 796  
Loi sur l'Agence des infrastructures de transport du Québec  
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **1<sup>er</sup> juin 2021**
- 72) Projet de loi n° 797  
Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions afin d'y intégrer l'entreprise à mission  
Présenté par le député de Robert-Baldwin le **26 mai 2021**
- 73) Projet de loi n° 798  
Loi visant à limiter de manière permanente le montant de certains frais exigibles d'un restaurateur lorsqu'il retient les services de livraison d'un tiers  
Présenté par la députée de Mercier le **3 décembre 2021**
- 74) Projet de loi n° 799  
Loi sur le droit à la déconnexion  
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **10 décembre 2021**
- 75) Projet de loi n° 890  
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études  
Présenté par le député de Bonaventure le **27 mai 2021**

- 76) Projet de loi n° 892  
Loi visant à élargir le droit d'un locataire de faire fixer le loyer et de faire modifier d'autres conditions du bail par le Tribunal administratif du logement  
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **24 février 2022**
- 77) Projet de loi n° 893  
Loi facilitant la mise en marché des produits des microdistillateurs et des microbrasseurs québécois  
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda-Témiscamingue le **10 juin 2021**
- 78) Projet de loi n° 894  
Loi interdisant la recherche et la production d'hydrocarbures  
Présenté par la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques le **16 septembre 2021**
- 79) Projet de loi n° 896  
Loi modifiant la Loi électorale afin de favoriser la parité entre les femmes et les hommes dans les candidatures au sein des partis politiques lors d'une élection générale  
Présenté par le député de LaFontaine le **7 octobre 2021**
- 80) Projet de loi n° 897  
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde  
Présenté par le député de LaFontaine le **29 septembre 2021**
- 81) Projet de loi n° 898  
Loi modifiant la Loi sur la santé publique afin de changer le mode de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence sanitaire  
Présenté par la députée d'Iberville le 6 octobre 2021  
Reprise du débat ajourné au nom du député de Saint-Jean le **9 février 2022**
- 82) Projet de loi n° 899  
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental  
Présenté par la députée de Verdun le **28 avril 2022**
- 83) Projet de loi n° 990  
Loi conférant des droits au fleuve Saint-Laurent  
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda-Témiscamingue le **5 mai 2022**

- 84)** Projet de loi n° 992  
Loi modifiant le Code du travail afin d'actualiser la notion d'établissement dans le cadre de l'application des dispositions relatives aux briseurs de grève  
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **4 mai 2022**

*Étude détaillée en commission*

- 85)** Projet de loi n° 197  
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens  
Présenté par le député de Chomedey le 9 avril 2019  
Principe adopté le **13 avril 2021**, et  
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 86)** Projet de loi n° 391  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière  
Présenté par le député de Jonquière le 30 mai 2019  
Principe adopté le **12 avril 2022**, et  
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 87)** Projet de loi n° 793  
Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec  
Présenté par la députée d'Argenteuil le 26 mai 2021  
Principe adopté le **10 juin 2021**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

**III. Projets de loi d'intérêt privé**

*Consultation et étude détaillée en commission*

- 88)** Projet de loi n° 203  
Loi concernant la Ville de Laval  
Présenté par le député de Sainte-Rose le **10 mai 2022**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 89)** Projet de loi n° 204  
Loi concernant La Maison-Alcan et le site patrimonial du Complexe-de-La-Maison-Alcan  
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **28 avril 2022**, et  
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 90)** Projet de loi n° 205  
Loi concernant la Ville de Victoriaville  
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **10 mai 2022**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 91)** Projet de loi n° 206  
Loi concernant l'Association du Transport Aérien International  
Présenté par le député de Chapleau le **5 mai 2022**, et  
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 92)** Projet de loi n° 217  
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal  
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et  
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

*Adoption du principe*

*Adoption*

**IV. Motions du gouvernement**

**V. Crédits budgétaires**

**VI. Débats statutaires**

## **AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

- 93)** 10 mai 2022  
Motion du député de Robert-Baldwin

QUE l'Assemblée nationale constate que depuis plusieurs mois, les Québécois, notamment les plus vulnérables et les jeunes familles, font les frais d'une hausse rapide du coût de la vie;

QU'elle prenne acte que la croissance des salaires a été insuffisante pour contrer les effets de la hausse de l'inflation;

QU'elle reconnaisse que les Québécois font face à des choix difficiles notamment en matière d'alimentation, de logement et d'énergie;

QU'enfin, elle déplore que le gouvernement du Québec n'ait pas déployé de moyens suffisants pour atténuer l'impact de la hausse du coût de la vie sur la population et qu'elle exige qu'il mette de l'avant de nouvelles mesures structurantes dans les meilleurs délais.

Partie 3

**PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

## Partie 4

### TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

#### COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

##### **Mandat règlementaire**

- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable »;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau »;
- Audition du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers;
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique;
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers.

#### COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

##### **Mandat de l'Assemblée**

- Étude du Plan stratégique 2022-2026 d'Hydro-Québec (mandat confié le 24 mars 2022).

## COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 203**, Loi concernant la Ville de Laval (mandat confié le 10 mai 2022).
- **Projet de loi n° 205**, Loi concernant la Ville de Victoriaville (mandat confié le 10 mai 2022).

## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 9**, Loi sur le protecteur national de l'élève (mandat confié le 3 février 2022).
- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant La Maison-Alcan et le site patrimonial du Complexe-de-La-Maison-Alcan (mandat confié le 28 avril 2022).

### **Mandat conféré par une loi**

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

## COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 35**, Loi visant à harmoniser et à moderniser les règles relatives au statut professionnel de l'artiste (mandat confié le 5 mai 2022).

#### Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 35**, Loi visant à harmoniser et à moderniser les règles relatives au statut professionnel de l'artiste (mandat confié le 10 mai 2022).
- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 20 octobre 2021).

## COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

### Mandat de l'Assemblée

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 4**, Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives (mandat confié le 2 février 2022).
  
- **Projet de loi n° 12**, Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics (mandat confié le 17 février 2022).
  
- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 20 octobre 2021).

## COMMISSION DES INSTITUTIONS

### Mandat de l'Assemblée

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 2**, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil (mandat confié le 1<sup>er</sup> février 2022).
  
- **Projet de loi n° 29**, Loi visant à faciliter le déroulement des prochaines élections générales au Québec (mandat confié le 7 avril 2022).
  
- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 20 octobre 2021).
  
- **Projet de loi n° 793**, Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec (mandat confié le 20 octobre 2021).

### Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

## COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 32**, Loi sur la liberté académique dans le milieu universitaire (mandat confié le 27 avril 2022).

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 197**, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens (mandat confié le 20 octobre 2021).

## COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

## COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 206**, Loi concernant l'Association du Transport Aérien International (mandat confié le 5 mai 2022)
- **Projet de loi n° 391**, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière (mandat confié le 12 avril 2022).

Partie 5

**QUESTIONS ÉCRITES**

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

- 84) Mme Maccarone (Westmount–Saint-Louis) – **30 mars 2022**  
Au ministre de la Justice

Un récent sondage Léger Marketing commandé par la Fondation Émergence révèle des constats troublants sur le harcèlement au travail dont sont victimes les personnes LGBTQ+.

Alors que ce sont 35 % des Québécois qui ont subi au moins une situation de harcèlement psychologique ou sexuel dans les dernières années, ce qui est déjà une proportion très inquiétante, ce sont 65 % des personnes LGBTQ+ sondées qui ont révélé avoir subi ce même traitement.

Les personnes LGBTQ+ ont d'ailleurs été plus nombreuses à recevoir des avances non désirées, à faire l'objet de blagues offensantes ou à subir des insultes et de la moquerie. Pire encore, pour le tiers des personnes LGBTQ+ sondées, le harcèlement vécu au travail était si pénible qu'elles ont quitté leur emploi ou ont songé à le faire.

Ces comportements illustrent avec douleur tout le chemin qui demeure à parcourir pour l'édification d'une société toujours plus inclusive.

En réponse à ces situations intolérables, la Fondation Émergence a lancé une formation bonifiée axée sur la prévention du harcèlement et l'inclusion des personnes LGBTQ+ en milieu de travail, en partenariat avec le Conseil du patronat du Québec et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail. Il s'agit d'un premier pas, mais d'autres actions doivent suivre pour enrayer ce fléau.

Est-ce que le ministre peut nous indiquer comment il accueille le sondage? Est-ce que le ministre peut nous indiquer quelles sommes sont dévolues à l'initiative de la Fondation Émergence? Et finalement, est-ce que le ministre peut nous indiquer si le gouvernement prévoit mettre de l'avant de nouvelles mesures pour favoriser des milieux de travail exempts de harcèlement envers les personnes LGBTQ+?

- 85) M. Fortin (Pontiac) – **5 avril 2022**  
Au ministre des Transports

La MRC de Rouville en Montérégie a récemment publié un communiqué de presse pour dénoncer la lourdeur administrative du ministère des Transports, qui compromet notamment des projets locaux appréciés et attendus des citoyens.

À titre d'exemple, le prolongement de la Route des champs, une piste cyclable très prisée entre Marieville et Richelieu, devait s'opérer sur une emprise ferroviaire abandonnée. Ce projet a vu son échéancier initial, prévu pour l'été 2022, être repoussé devant l'incapacité du ministère des Transports à agir promptement dans le dossier.

En mars 2021, la MRC de Rouville avait d'ailleurs signifié au MTQ être en mesure de prendre en charge ces travaux à titre de maître d'œuvre. Depuis, aucune avancée significative ne s'est produite.

Le maire de Sainte-Angèle-de-Monnoir avance même que « si rien ne bouge, l'inauguration du nouveau tronçon, maintenant prévue pour 2023, risque d'avoir lieu alors qu'un pont inclus dans cette portion du tracé n'aura pas encore reçu toutes les autorisations nécessaires à sa reconstruction. »

Est-ce que le ministre peut nous expliquer comment des élus municipaux et régionaux en sont rendus à sortir dans les médias pour dénoncer l'incapacité de son ministère et qu'entend-il faire pour remédier rapidement à la situation pour que les projets attendus des citoyens puissent aller de l'avant?

- 87) M. LeBel (Rimouski) – **7 avril 2022**  
Au gouvernement

Depuis le début de la pandémie, le gouvernement a reconnu d'une certaine façon l'ampleur de la tâche du personnel du réseau de la santé. Il a accéléré le recrutement de préposés pour tenter de pallier leur rareté et il a accordé aux gens sur le terrain ce qu'on appelle désormais des « primes COVID », que le gouvernement vient d'ailleurs de prolonger jusqu'en mai.

Si l'argent ne peut à lui seul constituer un baume pour des employés surchargés de travail, il donne au moins le signal que le gouvernement se montre conscient des efforts consentis par les travailleuses et travailleurs de la santé.

Or, ces gens ne sont pas les seuls à avoir subi une importante pression supplémentaire dans notre réseau de services publics. Les enseignantes et enseignants ont réalisé de véritables tours de force au cours des 24 derniers mois.

Les profs, comme on les appelle communément, ont dû s'adapter à une multitude de situations inédites avec la pandémie. Cours suspendus dans la dernière ligne droite de l'année scolaire, reprise avec tous les défis entraînés par la mise à niveau nécessaire des élèves après cette interruption, enseignement à distance, enseignement hybride nécessitant là aussi des mises à niveau pour les jeunes qui reviennent à l'école après un séjour à la maison, port du masque obligatoire, port du masque annulé pour redevenir obligatoire, adaptation constante en raison de la fluctuation des cas de COVID-19... la tâche d'enseignant, déjà lourde, s'est alourdie davantage, avec des effets certains sur l'état psychologique des troupes.

Pourtant, malgré ce portrait, malgré le fait qu'ils portent l'avenir du Québec entre leurs mains, les enseignantes et enseignants québécois n'ont obtenu aucune marque de reconnaissance de la part de leur employeur, le gouvernement. Ils méritent bien, eux aussi, au moins une gratification financière.

Voici mes questions :

Le gouvernement reconnaît-il l'alourdissement important de la tâche des enseignantes et enseignants québécois en raison du contexte inouï de la pandémie de COVID-19?

En conséquence de cette situation et en toute cohérence avec le traitement accordé au personnel de la santé, le gouvernement accepte-t-il d'accorder une « prime COVID » au personnel enseignant québécois?

88) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **14 avril 2022**  
À la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Dans la section sud de ma circonscription, Sainte-Marie-Sainte-Jacques, on retrouve trois grands sites qui font l'objet de développements immobiliers importants. À terme, on prévoit la construction d'environ 10 000 unités d'habitation sur l'ensemble des terrains de l'ancienne Maison de Radio-Canada, de la Brasserie Molson et du site de la Porte Sainte-Marie, à l'est du Pont Jacques-Cartier. Chacun de ces terrains sera développé dans un horizon de 8 à 12 ans.

Entre 2018 et 2020, un processus rigoureux de consultation publique mené par l'Office de consultation publique de Montréal a alimenté les réflexions de la Ville de Montréal concernant son projet de Programme particulier d'urbanisme (PPU) pour le secteur des Faubourgs, où l'on retrouve ces grands sites. La participation citoyenne a atteint des records. Pour la préconsultation, il s'agissait de plus de 1000 participations, 223 contributions écrites et 58 interventions orales. Puis, près d'une centaine de personnes ont posé plus de 250 questions et la commission a reçu plus de 130 opinions écrites, dont

36 ont fait l'objet d'échanges avec les commissaires lors de la consultation. Ainsi, la Ville de Montréal a accordé des privilèges non négligeables aux promoteurs immobiliers, selon des conditions d'acceptabilité sociale principalement en lien avec le maintien d'une mixité sociale qui passe en grande partie par la construction de logement social, abordable et familial *in situ*.

Au même moment, la Ville de Montréal se dotait du Règlement pour une métropole mixte (RMM), assurant la construction d'un certain pourcentage de logement social dans les grands projets immobiliers. Ce règlement s'applique à deux des trois sites, à savoir les sites de la Brasserie Molson et de la Porte Sainte-Marie.

En ce qui concerne le site de Radio-Canada, un accord de développement encadrant le développement du site avait été négocié et signé par la Ville et les promoteurs dès 2017, soit avant l'entrée en vigueur du RMM. Cet accord, toujours en vigueur, prévoit que 20 % des logements construits sur le site seront des logements sociaux, tandis que 10 % seront des logements abordables. Rappelons qu'un quartier complet, le Faubourg à m'lasse, a été détruit pour permettre la construction de la Maison de Radio-Canada, à la suite de l'éviction de centaines de familles de ce quartier populaire.

En bref, alors que les familles du quartier Centre-Sud font face à une crise du logement sans précédent, les besoins sont énormes en matière de logement social. En plus des listes d'attentes interminables de l'Office d'habitation municipal de Montréal, le Comité logement Ville-Marie dénombre plus de 1000 ménages sur sa liste d'attente pour du logement social. Heureusement, les trois promoteurs immobiliers se sont engagés à construire *in situ* leur part de logement social respectif, pour un total estimé qui monte à près de 2000 unités de logement social, uniquement pour ce secteur.

Ma question :

Considérant l'ampleur des besoins en logement social et le contexte favorable, tant au niveau de la ville de Montréal que des promoteurs immobiliers, pour la construction des logements sociaux, est-ce que Madame la ministre peut confirmer que le financement de Québec sera suffisant pour la construction des 2000 unités prévues? De plus, est-ce que Madame la ministre peut nous confirmer le pourcentage de ces logements qui pourront compter sur une subvention du programme Supplément au loyer?

- 89) M. LeBel (Rimouski) – **14 avril 2022**  
Au gouvernement

Le Québec traverse un épisode inflationniste jamais vu depuis au moins trois décennies. Cela a bien sûr affecté le revenu disponible des citoyens, comme la rentabilité de nombre d'entreprises.

Je m'explique donc très mal comment le ministre des Finances a pu oublier dans son récent budget les nombreuses entreprises qui dépendent directement des carburants fossiles pour fonctionner. Qu'il s'agisse des entreprises de transport ou des producteurs agricoles, tous ne peuvent pas refiler la totalité de la facture supplémentaire de carburant à leurs clients.

Une productrice agricole de ma circonscription m'a confié qu'en une année, sa facture de diesel avait presque triplé! Pour leur part, le prix du carburant frappe de plein fouet les transporteurs. Par exemple, les transporteurs de vrac, souvent des travailleurs-entrepreneurs, ne peuvent augmenter le coût de leurs contrats en conséquence, étant régis par le Recueil des tarifs du ministère des Transports du Québec. Le ministère lui-même reconnaît depuis au moins trois ans que les sommes prévues ne concordaient plus avec la réalité d'avant la pandémie. Imaginez le profond écart qui existe présentement!

Si tous ces entrepreneurs n'obtiennent pas de soutien concernant la hausse vertigineuse du prix du carburant, 2022 mettra leur viabilité à rude épreuve.

Voici ma question :

Le gouvernement s'engage-t-il à proposer du soutien financier à ces entreprises touchées par la hausse des prix du carburant?

- 90) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda–Témiscamingue) – **26 avril 2022**  
Au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Le 3 février dernier, je présentais à l'Assemblée nationale une pétition pour faire arrêter l'utilisation de la bromadiolone au Québec, notamment sur les sites de la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq).

Utilisé pour contrôler les rongeurs, le bromadiolone est un poison hautement toxique. Son utilisation peut entraîner la mort de nombreux animaux tels que les oiseaux de proie. Banni dans plusieurs pays, états et provinces, tels que la France, la Californie et la Colombie-Britannique, ce poison est encore largement utilisé au Québec, alors qu'il existe des méthodes alternatives de contrôle des rongeurs misant sur des répulsifs non toxiques.

La Sépaq a déjà publiquement indiqué avoir pris la décision de ne plus utiliser la bromadiolone pour le contrôle des rongeurs, et qu'elle s'appuiera sur des méthodes sans risque pour la chaîne alimentaire.

Ma question au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques : le ministre a-t-il l'intention d'interdire sur l'ensemble du territoire du Québec l'utilisation de la bromadiolone pour contrôler les rongeurs?

- 91) Mme Ghazal (Mercier) – **26 avril 2022**  
Au ministre de l'Éducation

Le 28 septembre dernier, le CSSDM et la direction de l'école Laurier ont annoncé la décision d'effectuer des rénovations importantes auprès des parents des quelque 500 enfants qui fréquentent une école de quartier de la circonscription de Mercier, l'école Laurier.

J'ai été interpellée par de nombreux parents inquiets pour l'avenir du parcours scolaire de leur enfant, les élus municipaux et le Conseil d'établissement (CÉ) de l'école Laurier. Un comité de parents s'est mobilisé et a lancé une pétition en ligne qui a récolté 361 signatures, demandant des travaux concertés dans le but de préserver la qualité de vie dans leur école de quartier. J'ai eu l'opportunité de remettre cette pétition au ministre en mains propres le 7 décembre dernier au Salon bleu.

Conformément à la Loi sur l'instruction publique (LIP), le CÉ de l'école primaire Laurier a été consulté par le CSSDM concernant la possibilité de modifier l'acte d'établissement. C'est à la suite d'un travail de consultation et de concertation important auprès des parents de l'école Laurier que le CÉ a soumis six recommandations au CSSDM incluses dans une résolution adoptée le 7 décembre 2021. Ces recommandations comportaient, entre autres, d'offrir un service de garde avec point de chute les matins et les soirs dans le quartier. Cette disposition a été retenue à la suite d'un sondage auquel ont répondu 328 parents des 521 élèves. Le sondage a démontré qu'une importante majorité (79 %) souhaitait utiliser un service de garde situé près de l'école Laurier.

Le Plan triennal de répartition et de destination des immeubles 2022-2025 a été adopté le 16 février dernier, officialisant ainsi la délocalisation de l'école Laurier au Centre Lajeunesse (7378 Lajeunesse), soit à 2,8 km de l'école, pour une durée de deux ans. Réuni en CÉ extraordinaire le 14 mars dernier, le CSSDM a présenté les différents scénarios de transport et de service de garde (SDG) aux parents. Cette présentation avait pour objectif de « prendre le pouls » de la communauté, avant de prendre une décision finale. Trois scénarios ont été présentés aux parents : SDG dans le bâtiment transitoire et application de la politique de transport (option 1); SDG de proximité et mise en place de navettes entre le SG et le bâtiment (option 2); SDG transitoire et ajout à la politique de transport (option 3). Le CSSDM a recommandé fortement l'option 1, sans toutefois avoir pris en considération les résultats du sondage selon lesquels 79 % des parents souhaitaient un SDG de proximité (représenté dans l'option 2). Le CSSDM a recommandé d'exclure l'option 2 en évoquant des scénarios catastrophiques de logistique, mais n'a pourtant jamais contacté les élus municipaux pour planifier le transport ni les organismes qui possèdent des locaux voisins de l'école. Bien que l'option 3 ait été exceptionnellement ajoutée par le CSSDM pour satisfaire les besoins de la communauté de l'école Laurier, celle-ci semble davantage avoir eu l'effet d'inquiéter les parents quant à la sécurité de leurs enfants.

Le CSSDM a alors demandé au CÉ de faire un deuxième sondage concernant les trois options présentées, tout en évoquant que le temps presse et qu'il devient de plus en plus difficile d'organiser de façon concertée et socialement responsable la délocalisation. Des solutions alternatives, notamment deux options supplémentaires, ont rapidement émergé de la communauté. Le CÉ souhaitait les inclure dans le second sondage soumis aux parents, mais le CSSDM a refusé. Il est pourtant bien clair dans la LIP que les parents du conseil d'établissement peuvent consulter l'ensemble des parents de l'école sur tout sujet lié aux services éducatifs. Le CÉ aurait donc pu inclure des options alternatives dans le sondage pour recueillir les besoins des parents, puisque cela fait partie de son mandat.

J'étais moi-même présente au CÉ extraordinaire de l'École Laurier du 14 mars lorsque le Directeur aux services de l'organisation scolaire du CSSDM, M. Mathieu Desjardins, évoquait les « particularités » de l'école Laurier, soit le nombre d'élèves et la localisation centrale. Il ne fait aucun doute que ces « particularités » complexifient considérablement la délocalisation de cette école et qu'il s'avère pertinent de considérer l'ensemble des options alternatives.

Lors de l'adoption de la réforme sur les Commissions scolaires par le gouvernement du Québec en juin 2020, l'objectif clair était de « rapprocher la prise de décision le plus près possible des élèves et des personnes directement impliquées auprès d'eux, et toujours dans leur meilleur intérêt ». Je tiens à souligner la participation importante de plusieurs parents de l'école Laurier aux instances du CSSDM leur étant réservées, étant ces personnes directement impliquées auprès des élèves, en l'occurrence, le CÉ, le comité de parents et lors des séances du conseil d'administration (CA) du CSSDM.

Mes questions au ministre de l'Éducation sont les suivantes :

- En prenant exemple sur le cas de l'école Laurier, le ministre considère-t-il que le mécanisme de délocalisation des écoles est conforme à l'esprit de la réforme de la gouvernance scolaire?
- Considérant que le CA du CSSDM est sous tutelle depuis près d'un an, les équipes du CSSDM sont-elles prêtes à coordonner un projet de cette envergure et de cette complexité?
- Pourquoi le CSSDM a-t-il refusé de prendre en considération le choix de 79 % des parents qui veulent avoir un service de garde à proximité de l'école?

92) M. LeBel (Rimouski) – **26 avril 2022**

Au gouvernement

La hausse du prix de l'essence déstabilise les budgets de nombreux organismes de ma région. Parmi les conséquences, le Centre d'action bénévole de Rimouski-Neigette (CAB) doit mettre fin à son entente de service d'accompagnement-transport avec le Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours dès la fin du mois.

Les discussions avec les autorités concernées afin de rehausser le montant accordé par kilomètre parcouru pour accompagner les bénéficiaires de l'aide de dernier recours (présentement 0,465 \$) n'ont pas donné les résultats escomptés par le Centre d'action bénévole de Rimouski-Neigette. Pour cette raison, le CAB doit malheureusement se retirer de cette entente. Le 30 avril 2022, l'organisme n'offrira plus de service d'accompagnement-transport à la clientèle de l'aide sociale.

Comment peut-on expliquer que le CAB reçoit 0,52 \$ du CISSS pour le raccompagnement des personnes âgées, par exemple, et que pour le raccompagnement des bénéficiaires de l'aide sociale, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale verse plutôt 0,465 \$? Le gouvernement aurait-il une explication?

Quoi qu'il en soit, la fin de l'entente provoquera des effets majeurs pour la santé et la sécurité de nombreux bénéficiaires. Ces personnes doivent être traitées au même titre que les autres qui ont besoin de ce service. Il faut offrir le même montant pour le service d'accompagnement, peu importe la clientèle.

Ma question est la suivante :

Les personnes bénéficiaires de l'aide sociale doivent être traitées avec respect et dignité, c'est pourquoi je demande au gouvernement de revoir les ententes de service d'accompagnement-transport afin que ce soit équitable pour tous. Le gouvernement compte-t-il changer la situation dès maintenant, puisque les bénéficiaires de l'aide sociale seront pris en otage dès le 1<sup>er</sup> mai et que leur santé en souffrira?

93) M. LeBel (Rimouski) – **28 avril 2022**

Au ministre de la Justice

Au fil des années, les gouvernements ont répondu aux demandes de diverses associations citoyennes de défense des droits, en s'engageant à se doter d'un mécanisme particulier lors de la présentation de mémoires au Conseil des ministres proposant un projet de loi ou une réforme.

Ce mécanisme, que l'on appelle « clause d'impact », doit permettre d'évaluer l'impact du projet de loi ou de la réforme, par exemple sur l'environnement, la jeunesse ou la pauvreté.

Concernant la pauvreté, la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale adoptée en 2002 « oblige » le gouvernement à passer à la loupe tout mémoire remis au Conseil des ministres pour en évaluer son impact sur la pauvreté. Certaines actions récentes du gouvernement, notamment en matière d'habitation, me permettent de douter que la « clause d'impact pauvreté » soit vraiment prise au sérieux.

Récemment, la Coalition pour la dignité des aînés (CDA), un regroupement d'associations nationales de personnes âgées, a proposé à son tour de prévoir une « clause d'impact sur les personnes âgées » dans l'élaboration de politiques publiques, inspirée par la « clause d'impact jeunesse » dans les mémoires présentés au Conseil des ministres.

Voici mes questions au ministre de la Justice et président du Comité de législation :

- Combien finalement existe-t-il de « clauses d'impact » à respecter lors de la préparation de mémoires au Conseil des ministres?
- Peut-il me confirmer que la clause d'impact sur la pauvreté est bel et bien respectée?
- Finalement, est-il ouvert à introduire une nouvelle clause d'impact concernant les personnes âgées?

94) Mme Weil (Notre-Dame-de-Grâce) – **3 mai 2022**

Au ministre des Transports

Le projet de dalle-parc consiste à créer un pont vert cyclable et piétonnier qui relierait le quartier Notre-Dame-de-Grâce et la ville de Montréal-Ouest, tous deux dans ma circonscription, avec l'arrondissement du Sud-Ouest en surplombant l'autoroute 20. Ce projet apporte l'avantage de relier des quartiers isolés les uns des autres par le projet de l'échangeur Turcot.

D'ailleurs, selon le Conseil régional de l'environnement de Montréal, ce projet de dalle-parc formerait éventuellement une partie clé d'un corridor vert reliant les berges du fleuve et le parc Angrignon au boulevard Cavendish. De nombreux élus, citoyens, experts et organismes appuient la réalisation de ce lien vert.

À la suite de deux études de faisabilité, financées par le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal et menées en 2019 et 2020, nous ne disposons pas d'informations additionnelles sur la concrétisation et le financement de ce projet vert et essentiel, qui favorise le transport actif et qui améliore la qualité de vie des citoyens des quartiers environnants et de l'île de Montréal.

Est-ce que le ministre peut nous donner un état de situation sur les budgets et les échéanciers pour le projet de dalle-parc?

95) M. LeBel (Rimouski) – **3 mai 2022**

Au gouvernement

On m'a signalé un problème relativement aux droits de pratique des travailleurs et travailleuses de la santé. Il semble que différents ordres professionnels ont poussé leur mandat d'inspection envers les travailleurs de la santé à un niveau supérieur. Pour quelle raison? Il ne semble pas y avoir de raison particulière, mis à part peut-être le télétravail. Dans le contexte particulier de la crise sanitaire qui perdure et du manque criant de personnel dans le domaine de la santé, nous pouvons légitimement nous inquiéter de

cette nouvelle gestion différente de la part des ordres professionnels. Les représentants des travailleuses et travailleurs n'ont obtenu que peu ou pas d'explications des ordres professionnels.

Selon ces représentants, cette situation amène les travailleurs de la santé à s'absenter pour de longues périodes allant jusqu'à huit mois, et cela, sans rémunération et à leurs frais. Il m'apparaît inconcevable ou à tout le moins discutable de procéder ainsi dans cette période où la disponibilité du personnel de la santé se trouve à un creux jamais vu à ce jour. Pareille attitude ne peut qu'encourager l'exode des travailleurs vers d'autres professions où ils seront respectés. Cela touche par le fait même directement les soins offerts à la population et ce qui me préoccupe particulièrement, c'est que cela semble affecter l'attraction des travailleurs en santé en région, un défi de plus dans le contexte de la crise sanitaire.

Voici mes questions :

- Le gouvernement est-il conscient de cette situation?
- A-t-il l'intention d'intervenir dans ce dossier précis qui à mes yeux, à ceux des travailleuses et des travailleurs de la santé et de la population régionale, revêt une importance capitale?

96) Mme Ghazal (Mercier) – **5 mai 2022**  
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le projet de loi 96, tout en étant une avancée pour la protection et la promotion de la langue française, amène quelques questions en lien avec les services offerts par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

L'État québécois a le devoir de s'assurer que toute personne qui réside au Québec, peu importe son niveau de connaissance du français, ait un accès équitable aux services de santé et sociaux qui sont essentiels à sa santé et son bien-être.

À l'article 2 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, il est indiqué qu'il faut « tenir compte des particularités géographiques, linguistiques, socioculturelles, ethnoculturelles et socio-économiques des régions » et qu'il faut « favoriser, compte tenu des ressources, l'accessibilité à des services de santé et des services sociaux, dans leur langue, pour les personnes des différentes communautés culturelles du Québec ». Cet article démontre l'humanisme qu'un État respectant les minorités doit mettre de l'avant.

L'article 349 de la même loi dit qu'il faut « favoriser l'accessibilité aux services de santé et aux services sociaux qui soit respectueuse des caractéristiques de ces communautés culturelles ».

Malgré tout, plusieurs personnes issues des communautés ethnoculturelles ne se sentent pas rassurées par les modifications apportées à la Charte de la langue française à travers le projet de loi 96.

Je dis souvent que la manière dont on débat est importante, mais dans ce dossier, j'aurais aimé entendre le gouvernement, soit par la bouche du premier ministre ou du ministre responsable de la Langue française, bien expliquer les impacts du projet de loi dans l'octroi des services de santé.

Mes questions :

- Est-ce que le ministre peut confirmer que l'accès à des interprètes payés par l'État sera permis, même après 6 mois, pour les personnes immigrantes et pour les réfugiés?
- Si oui, est-ce que le recours à un interprète payé par l'État sera permis pour tous les soins de santé et tous les services sociaux dispensés dans le réseau public, ou seulement certains types de soins ou dans certaines circonstances? Est-ce que c'est le professionnel soignant qui déterminera si le recours à un interprète est indiqué? Est-ce que le recours à un interprète sera permis même pour les personnes qui parlent un peu français, mais qui sont plus à l'aise dans leur langue maternelle?
- Est-ce que le ministre peut nous donner des indications sur la portée de l'exception qui permet l'utilisation d'une langue autre que le français « lorsque la santé, la sécurité publique ou les principes de justice naturelle l'exigent »? Plus précisément, est-ce que cela couvre l'ensemble des soins de santé et des services sociaux dispensés dans le réseau public, ou seulement certains d'entre eux?
- Est-ce que le ministre peut nous dire ce qui se passerait si une personne immigrante ou une personne réfugiée arrivée depuis plus de 6 mois devait recevoir des soins de santé ou de services sociaux et que cette personne ne maîtrisait pas le français ou l'anglais?
- Est-ce qu'un médecin qui parle une autre langue que le français ou l'anglais pourrait dialoguer dans cette autre langue avec une personne issue de l'immigration ou réfugiée arrivée depuis plus de 6 mois qui maîtrise peu le

français? Est-ce que ce serait permis pour des professionnels salariés du réseau public comme les infirmières, les travailleurs sociaux, les orthophonistes et les psychologues?

- 97) Mme Perry Mélançon (Gaspé) – 5 mai 2022  
À la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor

Le 24 février dernier, le gouvernement a fait l'annonce du Plan de régionalisation de 5 000 emplois de l'administration publique. Les territoires visés pour les transferts d'emplois ont été ciblés notamment en fonction de l'indice de vitalité économique (IVE) des MRC et le plan stipule que « ce sont les municipalités qui ont le plus besoin d'emplois de qualité qui pourront bénéficier des postes créés ou transférés par l'administration publique. » Le même jour, le gouvernement révélait l'emplacement initial de 15 bureaux gouvernementaux partagés, dont deux se situent en Gaspésie, soit à New Richmond et Gaspé.

La MRC de la Haute-Gaspésie, qui a le plus faible IVE de la région, et même du Québec, a été mise à l'écart dans cette première annonce. Considérant que les élus de la Haute-Gaspésie et le maire de la ville centre ont souvent manifesté leur désir d'accueillir des emplois de la fonction publique québécoise, qu'ils ont d'ailleurs eu des discussions avec le gouvernement à ce sujet et que la ville dispose des infrastructures nécessaires à de tels transferts, des questions subsistent dans le milieu depuis l'annonce du 24 février quant au choix effectué par le gouvernement pour la première phase de régionalisation des emplois. Il est déjà admis que plus de 3 000 autres emplois seront transférés dans les régions du Québec d'ici 2028 et la Haute-Gaspésie veut être partie prenante de cette démarche.

Ma question est la suivante :

Quel processus en Gaspésie a permis de déterminer les villes où seraient installés les premiers bureaux gouvernementaux partagés : analyse de la situation, partenaires consultés, données colligées et discussions ayant permis au Secrétariat du Conseil du trésor de prendre sa décision?

- 98) M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine) – **10 mai 2022**  
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

La politique de déplacement des usagers a été révisée le 28 avril 2021 pour prévoir une augmentation des compensations offertes aux patients qui doivent se déplacer vers les grands centres pour recevoir des soins de santé. Bien qu'accueillie positivement, cette révision n'est toujours pas suffisante pour représenter les coûts et la durée réelle des

déplacements. Avec l'inflation et les longues distances à parcourir, force est d'admettre que les patients des régions doivent encore payer pour obtenir des soins et services de santé.

Le ministre de la Santé et des Services sociaux s'est d'ailleurs engagé à apporter des corrections aux barèmes actuels lors de l'étude des crédits, le 27 avril dernier.

Compte tenu de cet engagement, nos questions au ministre de la Santé et des Services sociaux sont les suivantes :

- Est-ce que le ministre va arrimer les compensations pour le coût d'une nuitée et pour les déplacements routiers aux mêmes barèmes que ceux qui s'appliquent aux fonctionnaires de l'État? Est-ce que le ministre de la Santé et des Services sociaux s'engage à indexer le montant des indemnités versées sur une base annuelle, en fonction de l'inflation?
- Est-ce que le ministre s'engage à modifier la politique de déplacement des usagers pour qu'elle s'applique aux patients en situation géographique de plus de 100 km au lieu de 200 km?
- Est-ce que le ministre s'engage à rembourser les patients pour la durée réelle de leurs déplacements, pour la totalité de leur séjour?

99) M. LeBel (Rimouski) – **10 mai 2022**

Au gouvernement

Hier, j'ai assisté à un grand tintamarre devant mon bureau de circonscription.

Des dizaines de camionneurs artisans ont débarqué devant l'édifice avec leurs véhicules, tous klaxons ouverts. J'en témoigne, cela fait beaucoup de bruit, mais je crains qu'il n'y en ait davantage si on n'écoute pas leurs revendications.

Ces entrepreneurs, qui sont souvent à la fois l'employeur et le seul employé, subissent durement la hausse fulgurante du prix du carburant des dernières semaines. Si on trouve que 2 \$ le litre, c'est cher payé pour faire le plein de notre voiture, il faut savoir que le diesel se vend parfois jusqu'à 60 cents plus cher encore. Or, personne au gouvernement n'a pris la peine jusqu'à maintenant de seulement les entendre.

Le 21 mars dernier, j'ai écrit au ministre de l'Économie et de l'Innovation pour le sensibiliser à ce grave problème. Pas de réponse, pas même d'accusé de réception de sa part. J'ai inscrit précédemment une question au feuillet à ce propos, pour laquelle j'attends toujours une réponse. Dans le plus récent budget, le gouvernement n'a absolument rien prévu à ce chapitre. Le temps passe et presse, parce que si le gouvernement ne soutient pas les camionneurs artisans, à la veille de la période forte de

la construction au Québec, ces entrepreneurs travailleront quasiment à perte. Imaginons l'impact de la disparition de ces entreprises pour nos régions, où elles constituent un maillon incontournable de notre économie.

J'en réfère aujourd'hui au ministre des Transports, puisque le *Recueil des tarifs du ministère des Transports*, qui détermine la tarification des services des camionneurs artisans, relève de lui. Les camionneurs me disent que le ministère reconnaissait lui-même que ses tarifs ne reflétaient pas la réalité, et cela, même avant la pandémie et la guerre en Ukraine. Cela fait d'ailleurs au moins trois ans que des négociations ont cours pour la révision du *Recueil*, sans que cela aboutisse.

Voici mes questions :

- Le gouvernement reconnaît-il la charge induite du prix du carburant sur les camionneurs artisans?
- Le gouvernement s'engage-t-il à proposer du soutien financier à ces entreprises touchées par la hausse des prix du carburant?

100) M. Fontecilla (Laurier-Dorion) – **10 mai 2022**

À la ministre de la Sécurité publique

Le Québec collabore présentement avec l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) pour permettre la détention de personnes immigrantes n'ayant commis aucun crime dans des prisons québécoises. Or, un rapport mettait récemment au jour les conditions de détention inacceptables que vivent ces personnes : détentions arbitraires et pour des durées indéterminées, sévices physiques et mauvais traitements, séparation des enfants et des parents, etc. Selon un avis juridique obtenu par Amnistie internationale Canada francophone, les pratiques d'incarcération de personnes migrantes actuellement en place au Canada ne respecteraient pas le droit international relatif aux droits de la personne.

Il va sans dire que le Québec ne doit pas continuer de cautionner les pratiques inacceptables de l'ASFC. Les personnes migrantes vivent déjà de nombreuses situations extrêmement difficiles qui ont des répercussions sur leur santé physique et mentale. Il est évident que la détention ne fait qu'augmenter la précarité de leur santé.

Mes questions pour la ministre sont donc les suivantes :

- Comment peut-elle justifier que le ministère de la Sécurité publique collabore toujours avec l'ASFC malgré ces révélations des derniers mois?
- Compte-t-elle mettre fin à l'entente entre son ministère et l'ASFC?

101) M. Fontecilla (Laurier-Dorion) – **10 mai 2022**  
À la ministre des Affaires municipales et de l’Habitation

Le Nunavik fait face à un nombre inquiétant de décès de nourrissons, dont une grande majorité dans des circonstances obscures ou inexpliquées. Le chef de police de la région a même dû alerter le Bureau du coroner du Québec. Ce dernier indique que la situation est préoccupante. Plusieurs de ces décès ont été classés comme étant causés par le syndrome de mort subite du nourrisson.

Malgré l’absence de certitudes concernant les causes précises de ce syndrome, certains éléments sont identifiés comme étant des facteurs de risque, notamment le tabagisme et le partage de lit. Or, 60 % des enfants de moins de 6 ans vivent dans une maison surpeuplée. L’habitation est un enjeu majeur au Nunavik, et cela peut avoir des conséquences lourdes pour les nourrissons. Pourtant, le gouvernement du Québec n’agit pas suffisamment en cette matière afin d’assurer aux personnes vivant au Nunavik, et notamment les nourrissons, des conditions de vie saines et dignes.

Ma question pour la ministre est donc la suivante : que fait-elle pour assurer le développement rapide et suffisant de logements dans le Nord québécois, notamment pour les communautés inuites du Nunavik?

Partie 6  
**PRÉAVIS**

**I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

**Projets de loi publics au nom des députés**

- a) 24 mars 2022  
Loi visant à favoriser la résolution du conflit entre la municipalité centrale de l'agglomération de Montréal et les autres municipalités liées concernant la formule servant au calcul de leur potentiel fiscal – *députée de Vaudreuil*

**Projets de loi d'intérêt privé**

**II. NOUVEAUX PRÉAVIS**

- aa) Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions – *ministre des Finances*
- bb) Loi modifiant le Code civil afin d'assurer une plus grande protection aux locataires âgés contre les reprises de logement ou les évictions – *député de Laurier-Dorion*
- cc) Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles – *députée de Saint-Laurent*
- dd) Loi donnant aux municipalités locales le pouvoir d'exercer un droit de préemption sur des immeubles – *députée de Gaspé*
- ee) Loi concernant la Ville de Terrebonne – *député de Masson*
- ff) Loi concernant certaines aliénations relatives à la maison Larue située au 306, rue des Érables, à Neuville – *député de Portneuf*
- gg) Loi concernant la Ville de Longueuil – *députée de Soulanges*